



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

Le 29 mars 2016

Rapport n° 5

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	24
Nombre de Pouvoirs	9
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **1^{er} avril 2016**.

L'an deux mille seize, le **29 mars** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **21 mars 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Sophie **CAPELLE**, Valérie **LEDOUX**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Pascal **DUMESNIL**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** (Pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 20h), Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Emmanuel DELINEAU jusqu'à 19h20), Gilbert **FOURNIER** (pouvoir à Dominique THINNES), Jean-Pierre **QUEMION** (Pouvoir à Nicole LANGLOIS), Philippe **KWIATKOWSKI** (Pouvoir à Laurent GILLE), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Virginie LAMBERT), Fabienne **MALANDAIN** (Pouvoir à Jérôme DUBOST), Martine **LESAUVAGE** (Pouvoir à Nordine HASSINI), Nada **ASOUNI** (Pouvoir à Pascal DUMESNIL).

Désignation du Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 29 mars 2016

RAPPORT N°5

RESSOURCES HUMAINES : Fonctionnement des RPA - Mise en place d'un régime d'équivalence pour le travail de nuit (4.1)

RAPPORTEUR - Madame Nicole LANGLOIS, Adjointe au Maire en charge du CCAS et des affaires sociales

Afin d'assurer la sécurité des résidents logés dans les résidences pour personnes âgées (RPA), des agents sont présents sur site toutes les nuits. Ils sont soit logés dans le studio de garde, soit, pour l'un d'entre eux, bénéficie d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service.

Du lundi au vendredi, ces agents sont tenus d'assurer une présence de 17h00 à 7h30 et les week-ends du samedi 7h30 au lundi 7h30.

Ce temps de présence se décompose en périodes de veille active et de veille inactive. La rémunération comptabilise les périodes de veille active. Ainsi, du lundi au vendredi, les agents sont payés sur la base de 6 heures par jour et les week-ends sur la base de 25 heures 30 par week-end.

- Travail de nuit du lundi au vendredi :

De 17h00 à 22h00	Veille active	} 6 heures de veille active
De 22h00 à 6h30	Veille inactive	
De 6h30 à 7h30	Veille active	

- Travail du week-end :

Le samedi, de 7h30 à 20h00	Veille active	} 25 heures 30 de veille active
De 20h00 le samedi à 7h30 le dimanche	Veille inactive	
Le dimanche, de 7h30 à 20h00	Veille active	
De 20h00 le dimanche à 7h30 le lundi	Veille inactive	

Afin de régulariser le régime d'équivalence mis en place précédemment sans autre formalisme, il convient d'adopter une délibération, après avis du Comité Technique.

Pour ces raisons, je vous propose donc d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2016,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, article 8,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, article 8,

VU le rapport de Monsieur FOURNIER, Adjoint délégué aux Ressources Humaines,

VU l'avis favorable du Comité Technique réuni le 14 mars 2016,

CONSIDERANT

- Que l'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 dispose que : « *une durée équivalente à la durée légale peut être instituée par décret en Conseil d'Etat, pris après avis du Conseil Supérieur de la fonction publique de l'Etat et du comité technique ministériel pour des corps ou emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif tel que défini à l'article 2. Ces périodes sont rémunérées conformément à la grille des classifications et des rémunérations* »,
- Que pour la fonction publique territoriale, l'article 8 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 renvoie à cette possibilité,
- Que la collectivité peut ainsi définir un régime d'équivalence pour certains de ses services au sein desquels des obligations liées au travail sont imposées aux agents, sans qu'il y ait travail effectif, faisant ainsi référence à la notion de « temps d'inaction »,
- Que pour assurer la sécurité des résidents logés dans les résidences pour personnes âgées (RPA), des agents sont présents sur site toutes les nuits ; que ces derniers sont soit logés dans le studio de garde, soit, pour l'un d'entre eux, bénéficie d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service,
- Qu'il convient de distinguer les périodes de veille active et de veille inactive pour fixer le nombre d'heures rémunérées pendant ces périodes,
- Qu'il convient de régulariser une situation déjà existante,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal DECIDE :

De fixer le régime d'équivalence suivant pour le travail de nuit dans les RPA :

- Pour les jours de semaine, du lundi au vendredi : travail de 17h00 à 7h30 le lendemain. Les agents sont rémunérés sur la base de 6 heures.
- Pour les week-ends : travail du samedi 7h30 au lundi 7h30. Les agents sont rémunérés sur la base de 25h30.

Exercice 2016

Budget Principal

Chapitre 012

Sous-fonctions et rubriques : 61

Nature 64111 - 64131

Rémunération principale du personnel permanent titulaire et non titulaire

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,